

## Les élèves canadiens bons en mathématiques, le Québec à la traîne en lecture

Mise à jour le lundi 28 novembre 2011 à 21 h 15 HNE

| Radio-Canada avec La Presse Canadienne

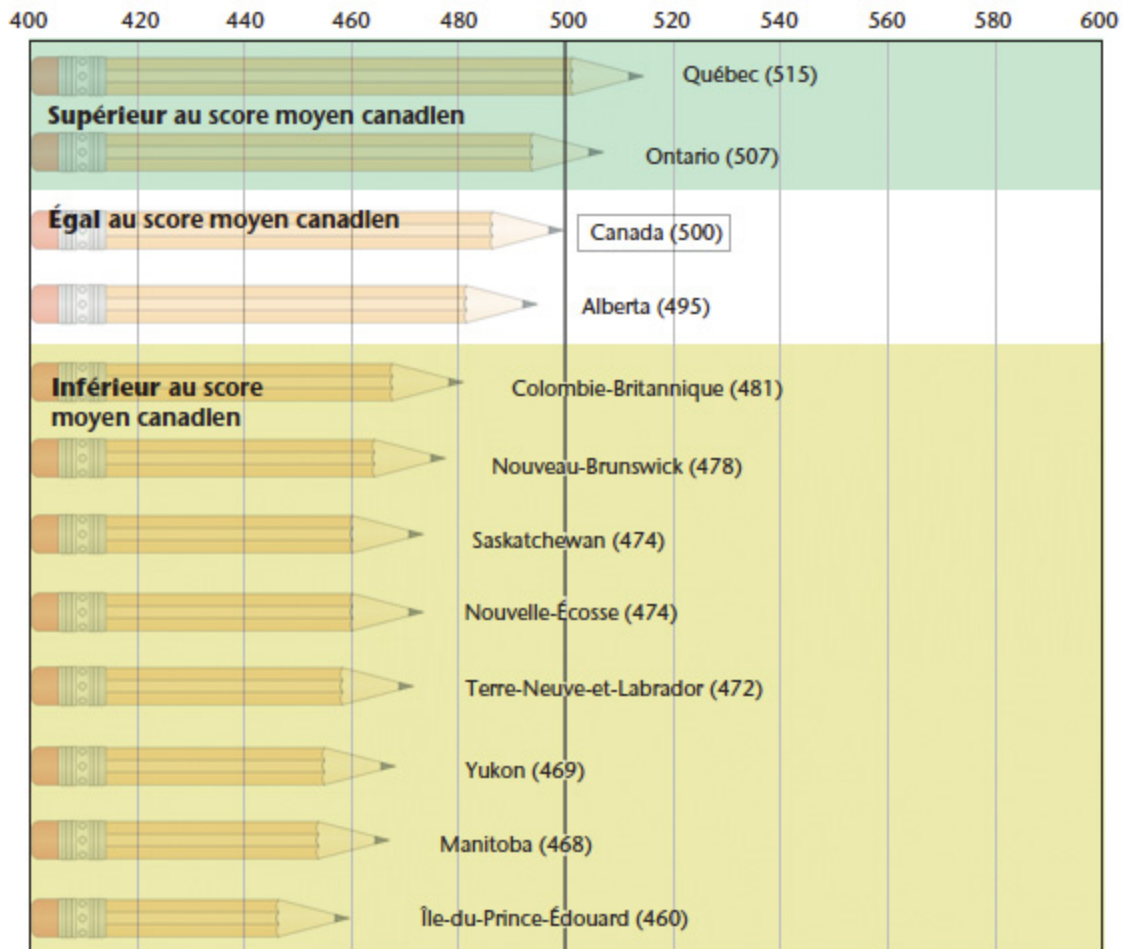


Évaluation pancanadienne en mathématiques, en sciences et en lecture

Neuf élèves canadiens sur dix répondent aux attentes en mathématiques selon le dernier rapport du Conseil des ministres de l'Éducation qui porte sur l'évaluation pancanadienne de cette matière, ainsi que les sciences et la lecture.

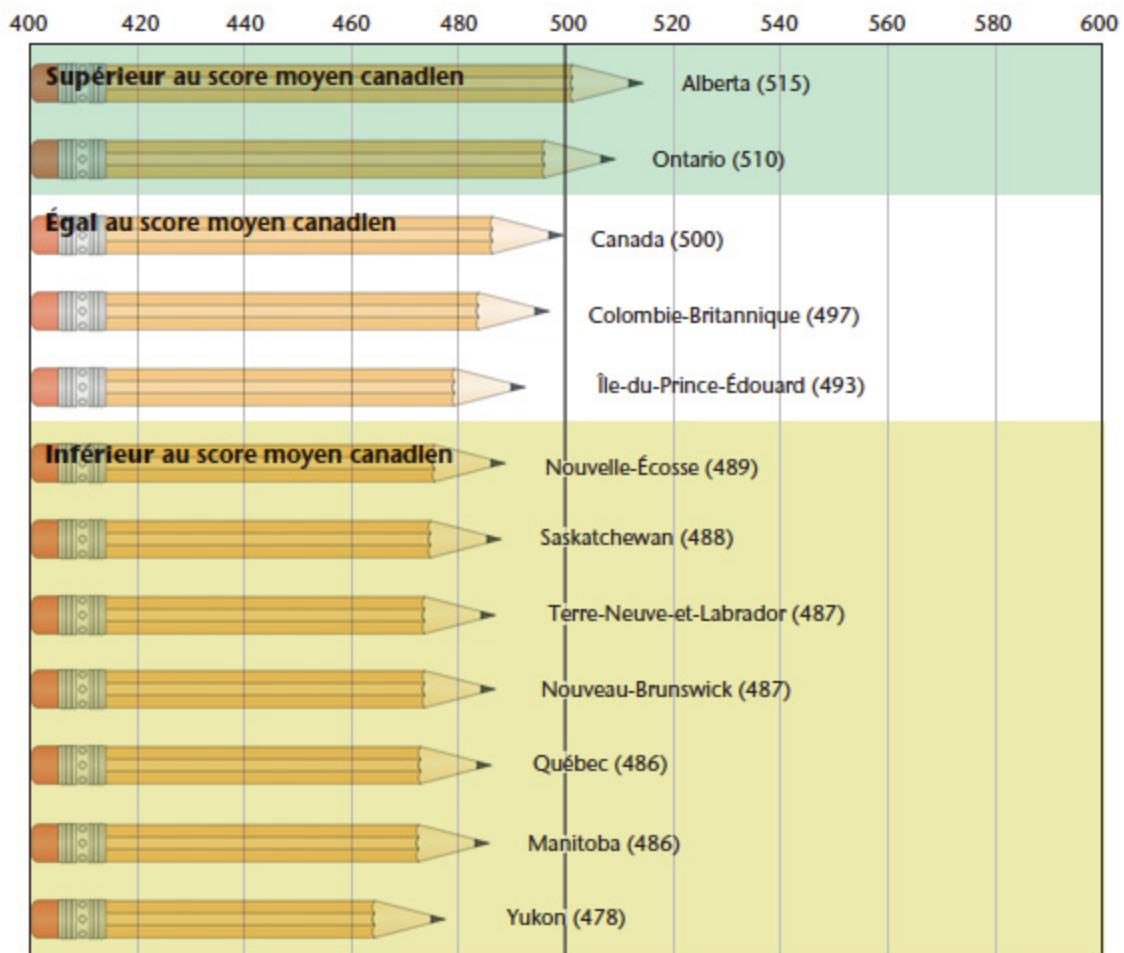
Le document rendu public lundi précise que les connaissances de 32 000 élèves de 2e secondaire ont été testées en 2010. Les étudiants du Québec et de l'Ontario se classent au-dessus de la moyenne nationale en mathématiques, alors que ceux du Nouveau-Brunswick présentent des résultats inférieurs à la moyenne.

## Résultats en mathématiques



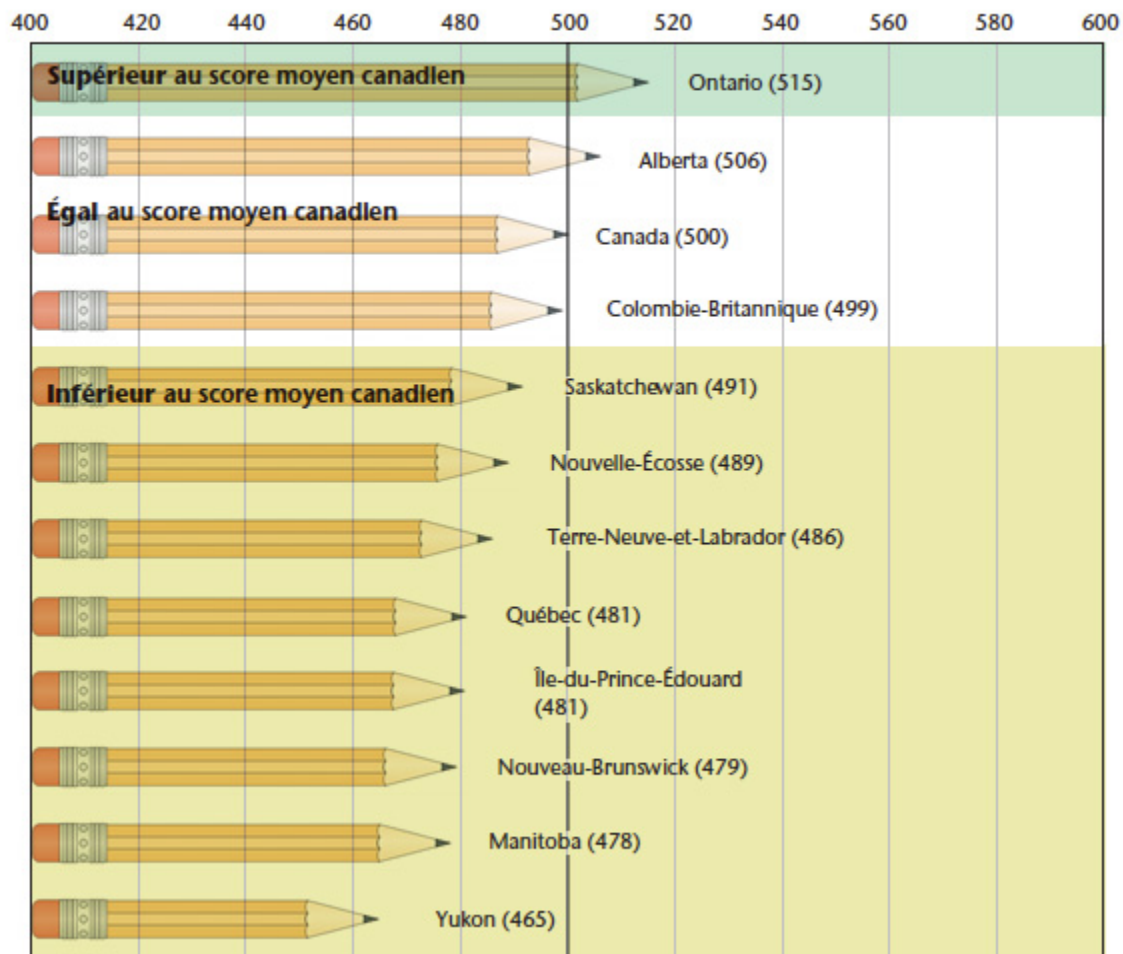
En sciences, l'Alberta et l'Ontario ont été les seules provinces à se classer au-dessus de la moyenne nationale.

## Résultats en sciences



La première place en lecture revient à l'Ontario, qui obtient une avance significative sur l'Alberta, suivie de près par la Colombie-Britannique. Les autres provinces se situent sous la moyenne nationale.

## Résultats en lecture



Selon le directeur du Conseil des ministres de l'Éducation, Andrew Parkin, les résultats nationaux sont encourageants et indiquent qu'il n'y a pas d'érosion de la performance au pays.

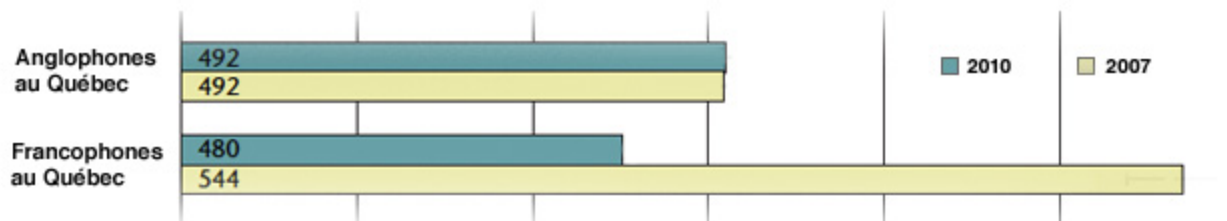
Le même rapport révèle que, globalement, les filles surclassent les garçons en lecture et en sciences, mais qu'il n'y a pas de différence significative entre les deux sexes en mathématiques.

Le prochain rapport, prévu en 2013, se penchera sur les connaissances des élèves en sciences.

### Nouvelles mesures pour améliorer la lecture au Québec

Les élèves québécois sont champions en mathématiques, mais il en est autrement de la lecture, compétence pour laquelle ils se classent septièmes au pays. Chez les élèves francophones, on observe même une chute brutale des résultats entre 2007 et 2010, comme le montre le graphique ci-dessous. Chez les élèves anglophones, au contraire, les résultats de 2010 sont identiques à ceux de 2007.

## Comparaison des scores moyens en lecture au Québec de 2010 et 2007



La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a pris acte des conclusions de ce rapport et dévoilé lundi de nouvelles mesures visant à améliorer la note du Québec sur ce plan.

Le programme du préscolaire et du premier cycle du primaire sera ajusté et « une liste de mots à enseigner » viendra uniformiser le vocabulaire à maîtriser au premier cycle.

Une nouvelle épreuve de lecture sera désormais obligatoire pour les élèves de la quatrième année du primaire, et la recherche en matière d'acquisition de compétences en lecture sera intensifiée, a expliqué Mme Beauchamp.

## En complément



Vidéo - [Le résumé de Catherine Kovacs](#)



Audio - [Nathalie Buies expose les réactions à ce rapport.](#)

## Ailleurs sur le web

Radio-Canada n'est aucunement responsable du contenu des sites externes suggérés ci-après.

[Rapport de l'évaluation pancanadienne en mathématiques, en sciences et en lecture](#)

Publié le 29 novembre 2011 à 05h00 | Mis à jour le 29 novembre 2011 à 05h00

# La Conférence des recteurs et des principaux rejette le rapport sur les délocalisations universitaires



**Marc Allard**  
Le Soleil

(Québec) Soutenant que la qualité de l'enseignement dans les lieux hors campus des universités est déjà bien encadrée, la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) rejette les conclusions du rapport commandé par le ministère des Finances sur les délocalisations universitaires.

La CREPUQ, qui regroupe tous les établissements universitaires québécois, estime que le moratoire recommandé par le rapport du Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO) serait inutile.

Le président-directeur général de la CREPUQ, Daniel Zizian, rappelle que tous les nouveaux programmes, y compris ceux qui sont offerts hors campus, font l'objet d'une «évaluation rigoureuse» par la commission d'évaluation des projets de programme (CEP) de la CREPUQ, de même qu'à une évaluation de leur pertinence par le ministère de l'Éducation.

## Même niveau de qualité

Selon M. Zizian, les universités font donc déjà en sorte «que la qualité de l'enseignement qu'ils donnent soit la même et de même niveau dans un campus principal ou à l'extérieur de leur campus principal».

«On est avec un taux de scolarisation qui est moindre au Québec que dans le reste du Canada, particulièrement à l'égard de l'Ontario, ajoute M. Zizian. Donc, on a avantage à avoir une accessibilité géographique la plus grande possible.»

Selon le pdg de la CREPUQ, le CIRANO a tort de s'inquiéter de la compétition entre les universités et les succursales dans les villes comme Québec et Montréal.

«Le ministère [de l'Éducation] ne finance pas des locaux qui ne sont pas requis par la clientèle, assure-t-il. Il n'y a pas de locaux qui sont sous-utilisés actuellement.»

À l'échelle de la province, l'équivalent d'environ 4800 étudiants à temps plein étudient dans les lieux hors campus des universités.

Partager

0

publicité

**PROFITEZ DE NOTRE  
OFFRE D'ESSAI**

**1<sup>25</sup>\$**  
pour 2 jours



**2<sup>50</sup>\$**  
pour 7 jours

**leSoleil**



30 novembre 2011 | Le Droit | JUSTINEJUSTINEMERCIER MERCIER

# La dg du Cégep de l'outaouais quittera bientôt ses fonctions

Jmercier@jmercier@ledroit.ledroit.com com

La directrice générale du Cégep de l'outaouais, Marielle Poirier, quittera prochainement ses fonctions pour des raisons de santé.



MARTIN ROY, Archives Ledroit

**Marielle Poirier a annoncé sa décision lundi soir aux membres du conseil d'administration du Cégep de l'outaouais.**

---

Mme Poirier a annoncé sa décision, lundi soir, aux membres du conseil d'administration du cégep. Le personnel a été avisé hier avant-midi, par le biais d'un courriel envoyé par Mme Poirier.

« En janvier dernier, je reprenais mes responsabilités à la barre du cégep après un congé de maladie de près de cinq mois, écrit-elle. [...] Mon très grand désir de vous retrouver et de reprendre les grands dossiers de notre cégep qui ont toujours soutenu ma motivation et ma détermination, m'aura permis, dans l'action, d'oublier les douleurs qui me tenaillent depuis de nombreuses années. Mais, je dois maintenant me rendre à l'évidence, mon état de santé s'est détérioré et je ne suis plus en mesure d'assumer la lourde tâche et les grandes responsabilités que sont celles de la direction générale d'un établissement de la taille du Cégep de l'outaouais. »

Le porte-parole du cégep, Pascal Laplante, a indiqué que Marielle Poirier « demeure en poste jusqu'au 23 décembre pour compléter ses dossiers ». L'intérim sera assuré par le directeur des études, Frédéric Poulin.

Le conseil d'administration du cégep devra ensuite se pencher sur la succession de Mme Poirier. Celle qui dirige l'institution collégiale depuis juin 2005 n'a pas voulu accorder d'entrevues, « préférant concentrer ses efforts à préparer les dossiers et ainsi assurer une transition efficace, tel que prévu dans le Règlement général du Cégep de l'outaouais ».

Divers dossiers majeurs sont en cours au Cégep de l'Outaouais, qui souhaite notamment obtenir l'aval de Québec pour la construction du pavillon santé-famille sur le campus Félix-leclerc, dans le secteur Gatineau.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.



30 novembre 2011 | Le Droit

# Les Lavigueur

Participation du f é d é r a l dans la construction d'un nouvel aréna Guer t i n : Marc Bureau souhaite une réponse avant Noël ».

C'est le titre d'un texte du collègue Patrick Duquette qu'on pouvait lire à la page 4 de notre édition d'hier.

Et elle est venue rapidement cette réponse du gouvernement Harper, sous forme de lettre envoyée hier au maire Bureau et dont vous pouvez prendre connaissance en page 19 de notre édition d'aujourd'hui.

Mais il me semble que cette réponse du ministre fédéral des Transports, de l'infrastructure et des Collectivités, Denis Lebel, était plus que prévisible. Voici ce qu'il disait aux élus de Trois-rivières quand ceux-ci ont également quêté des sous à Ottawa pour un nouvel aréna dans leur patelin :

« Ces installations destinées à accueillir des équipes sportives professionnelles ou des équipes de hockey j unior majeur ne sont pas admissibles au financement fédéral pour l'infrastructure. »

C'était pourtant clair, n'est-ce pas ? ce projet. Québec a promis de payer le tiers de la facture. Mais à Ottawa, le ministre Lebel a répondu un retentissant : « REFU-SÉ ! ». (Il faudrait que j'arrête de regarder Le Banquier...).

Il manque donc 22 millions \$ pour qu'on construise le nouveau Guertin et qu'on passe enfin à autre chose.

Mais où prendre ces 22 millions, diantre ! ?

Heu... je m'excuse de m'excuser là, mais n'y a-t-il pas 20 millions \$ qui flottent à Gatineau ces jours-ci ? Une certaine somme de 20 millions \$ que l'on veut partager entre les 18 conseillers municipaux, alias les Lavigueur, pour que ceux-ci offrent des bonbons électoraux à leurs futurs électeurs ?

Ma suggestion est simple, voire peut-être même simpliste, mais pourquoi ne pas prendre ces 20 millions \$ et plutôt les appliquer sur l a f a c t u r e du nouvel aréna Guertin ?

On sait qu'il manque 22 millions \$. Et on sait que le fédéral a envoyé la Ville de Gatineau se faire cuire un oeuf. La solution me semble donc évidente : prenons les 20 millions \$ que les Lavigueur veulent s'accaparer, et dépensons-les plutôt pour construire Guertin.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 30 Nov 2011 | Ottawa Citizen | NECO COCKBURN ncockburn@ottawacitizen.com

# New U of O field touted for dome

## City staff must find alternative location to Lansdowne Park

The Lansdowne Park sports dome may be moved to a new field planned by the University of Ottawa, under proposed agreements reached by city staff.

The university has rented Frank Clair Stadium at Lansdowne Park, mainly for football games in the fall, while Coliseum Inc., the company that owns the Lansdowne dome, has also used the field and the Coliseum Building for indoor sports, mostly soccer, between November and May, says a staff report that was to go to council's finance committee Tuesday.

With construction related to Lansdowne's planned redevelopment expected to start by next summer, the site won't be available for either group that fall.

City staff have been negotiating other potential locations where Coliseum could relocate its dome, since the stadium lease agreement was to last until 2015. Other sites were rejected or ruled out, and the city had offered Coliseum the use of Ledbury Park, which was seen as the best city-owned site.

That option would have required the city to spend about \$5 million for a new sports field and facilities to accommodate the dome, but Coliseum did not agree to the arrangement and provided notice it would have the matter settled by arbitration, the report says.

When Lansdowne redevelopment plans were delayed, the city offered Coliseum the opportunity to operate at Lansdowne through to next spring, and to continue negotiations to find another location, according to the report.

The university, meanwhile, has plans for a potential sports field at 200 Lees Ave., near the Queensway. The project is expected to cost \$7.9 million (\$5.5 million for the field and bleachers and \$2.4 million to renovate an existing building to include locker rooms and washrooms).

University officials said completing the field project by next fall would depend on revenue the university could generate from outside leases of the sports field and facilities, the report says. City staff suggest giving the university \$2.9 million as prepaid rental revenue, which would allow the university to firm up its business plan and build the stadium.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

30 novembre 2011 | Le Droit | FRANÇOIS PIERRE DUFAULT FRANÇOIS PIERRE DUFAULT  
fpdefault@ledroit.com

# Le « stress d'enfer » de l'après Farazli

Sylvie Leduc dit qu'elle ne mettra plus jamais les pieds dans le bureau d'un médecin sans poser une batterie de questions.



ETIENNE RANGER, Ledroit

**« Ça me frustre ! Je n'en reviens pas que la Dre Farazli ne veillait pas toujours à ce que ses instruments soient nettoyés. Mais ce qui me frustre encore plus, c'est qu'il n'y avait rien avant 2010 qui permettait au gouvernement d'inspecter les cliniques privées. On jouait avec des vies humaines », dénonce Sylvie Leduc.**

L'ex-patiente de la Dre Christiane Farazli dit avoir vécu un « stress d'enfer », ces dernières semaines, dans l'attente des résultats de tests sanguins qui confirment qu'elle n'a pas contracté les virus de l'hépatite B, l'hépatite C ou du VIH lors d'un examen endoscopique à la clinique médicale du 1081, avenue Carling, à Ottawa.

Au moins sept des 6800 ex-patients visés par un avis de Santé publique Ottawa (SPO) seraient porteurs du virus de l'hépatite C. L'agence municipale de la santé tente de déterminer si ces patients ont contracté le virus à la clinique de la Dre Farazli ou ailleurs.

« Ça me frustre ! Je n'en reviens pas que la Dre Farazli ne veillait pas toujours à ce que ses

instruments soient nettoyés. Mais ce qui me frustre encore plus, c'est qu'il n'y avait rien avant 2010 qui permettait au gouvernement d'inspecter les cliniques privées. On jouait avec des vies humaines », dénonce Mme Leduc, qui a déposé une plainte officielle devant l'ordre des médecins et des chirurgiens de l'ontario (OMCO).

Ce n'est que depuis l'an dernier que L'OMCO a le mandat d'inspecter de façon ponctuelle toutes les cliniques de santé qui pratiquent des anesthésies. C'est à la suite d'une de ces inspections à la clinique de la Dre Farazli, fin mai, que l'ordre a signalé des « lacunes » au ministère de la Santé de l'ontario qui, à son tour, a prévenu SPO. Des instruments médicaux n'étaient pas toujours bien désinfectés ou stérilisés, ce qui ouvrait toute grande la porte à la transmission de maladies potentiellement mortelles.

Mme Leduc dit que sa décision de consulter un autre gastro-entérologue que la Dre Farazli était déjà prise depuis sa dernière visite, en 2010. Alors qu'elle se préparait à subir une coloscopie et une gastroscopie, l'ex-patiente aurait été témoin d'une engueulade entre la médecin de 61 ans et une assistante qui se plaignait d'un horaire trop chargé. « Je n'ai pas trouvé ça très professionnel de les voir s'affronter comme ça, devant moi », confie-t-elle au Droit.

#### Six visites

La résidente du village de Metclafe, dans le sud rural de la ville, a vu la Dre Farazli à six occasions entre 1997 et 2010. La première consultation s'est faite dans un Hôpital d'ottawa. « J'étais tombée malade après le décès de ma soeur. Je vomissais beaucoup. Mon médecin, à l'époque, m'avait référé à la Dre Farazli. Elle semblait avoir de l'empathie bien qu'elle n'était pas très expressive ».

Aux prises avec d'autres problèmes de digestion, Mme Leduc est retournée voir la Dre Farazli, cette fois à sa clinique du 1081, avenue Carling. En 2002, elle y a subi une coloscopie. Une expérience « particulièrement douloureuse », se rappelle-t-elle. Mais ce n'était rien de comparable à la gastroscopie qu'elle a subie en 2005. « J'en ai encore des cauchemars », raconte-t-elle. « Du sang m'a remonté jusque dans la bouche ».

Mme Leduc dit qu'elle a eu mal à l'abdomen et qu'elle a eu de la difficulté à digérer pendant environ trois mois après l'intervention, en 2005. La Dre Farazli aurait été « rude » et « bête » avec elle lors de cette visite. Un témoignage qui corrobore ceux des ex-patients Jean-françois Farjon et Rebecca Soroka, qui intentent un recours collectif de 20 millions \$ contre la gastro-entérologue.

Lundi, Mme Leduc a ajouté son nom à la liste des plaignants qui exigent compensation pour « l'anxiété, les inquiétudes et le stress » qu'ils disent avoir vécu après avoir reçu une lettre de SPO les informant du risque, infiniment petit, qu'ils aient été infectés par les instruments mal nettoyés de la Dre Farazli. La cause sera entendue par la Cour supérieure de l'ontario.



La Dre Christiane Farazli n'a plus le droit de pratiquer des endoscopies mais sa clinique demeure ouverte. Tout dépendant des conclusions d'une enquête approfondie de L'OMCO, son droit de pratique pourrait lui être complètement révoqué.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

30 novembre 2011 | Le Droit | JONATHAN BLOUIN

# De nouveaux détails sur le « témoin important »

Toujours sans nouvelle du « témoin important » activement recherché dans l'affaire Valérie Leblanc, plus de trois mois après le meurtre, la police de Gatineau a dévoilé de nouvelles précisions sur sa description, hier après-midi.



L'homme de race blanche, âgé entre 20 et 35 ans, qui mesure entre 5' 10" et 6' 0" et qui s'exprime en français, aurait également une démarche particulière, un peu lourde, suggérant une légère difficulté à marcher.

Il aurait été aperçu par plusieurs témoins près du lieu où le corps de l'étudiante de 18 ans a été retrouvé, le 23 août dernier, dans un boisé situé derrière le campus Gabrielle-roy du Cégep de l'outaouais.

« Il doit forcer pour ramener sa jambe de l'arrière vers l'avant et se balance d'une jambe à l'autre », a expliqué le sergent Jean-paul Lemay, précisant que l'individu n'avait pas nécessairement un

handicap.

De plus, le vélo de montagne qu'il avait en sa possession, le jour du drame, ne serait pas de bonne qualité, selon les policiers. « Il serait noir avec une ligne rouge visible sur le cadre supérieur. La selle serait noire avec le centre rouge », a fait savoir le porte-parole de la police, qui lance un appel à tous ceux qui pourraient être entrés en contact avec le propriétaire de ce vélo.

Ces informations s'ajoutent à la description rendue publique le 13 octobre dernier, lors de la diffusion du portrait-robot.

Opération porte-à-porte

Après avoir reçu plus de 1000 informations depuis le début de l'enquête, les policiers ont lancé une nouvelle opération, hier, dans le secteur Mont-bleu.

Au cours des prochains jours, plusieurs enquêteurs de Gatineau, aidés par des collègues de la Sûreté du Québec, cogneront aux portes des différents édifices à logements du quartier.

Trois mois après le meurtre, la police est convaincue que quelqu'un, quelque part, a des informations et ne s'est pas encore manifesté. Elle veut maintenant valider certains détails avec un questionnaire. « On est convaincu que malgré tous nos efforts, il y a des gens qui ne nous ont toujours pas contactés », a indiqué le sergent Lemay.

Selon lui, il est possible que le « témoin important » ait résidé dans le secteur. « On veut connaître le nom de cette personne et où il restait. On veut lui parler. On sait qu'il était là (le 23 août). Nous voulons l'interroger, car nous savons qu'il détient des informations importantes ».

La police a d'ailleurs érigé un poste de commandement sur le terrain de soccer, en bordure du Cégep. Il servira de quartier général aux enquêteurs au cours des 72 prochaines heures.

« L'enquête progresse »

Confronté à l'impression que l'enquête semble piétiner, le sergent Lemay a rétorqué que « l'enquête progresse » et que les enquêteurs se doivent d'être « méthodiques ».

Il a cependant admis que les circonstances entourant la mort de Valérie Leblanc et la scène du crime amènent leur lot de difficultés.

« On fait face à des défis plus grands, puisque le corps a été calciné », a-t-il fait remarquer, ajoutant que de nombreuses expertises externes ont dû être demandées dans cette affaire.

Quiconque possède des informations sur ce dossier est prié de communiquer avec la police via la ligne dédiée à cette enquête au 819-243-2346, poste 6677.



Article rank | 30 Nov 2011 | Ottawa Citizen | MATTHEW PEARSON

# Over crowding solution divides parents

## Working group recommends programs, staff switch at two Glebe schools

An uncommon solution to fix overcrowded public schools in the Glebe — colloquially known as “The Switch” — appears to be dividing parents in the neighbourhood.

And trustees for the Ottawa-carleton District School Board are going to hear about it.

The board will host a special meeting tonight, starting at 6:30 p.m., to listen to the nearly two dozen people already signed up to speak.

A working group comprised of people representing seven affected schools in Centretown, the Glebe and Old Ottawa South, as well as five community associations, have been working since the spring to solve overcrowding issues.

Parents want local schools to offer strong programs — especially early French Immersion, but there’s no room on most downtown school grounds for portables or additions. Plus, schools must also have space to accommodate the introduction of full-day kindergarten by 2014.

Enrolment predictions suggest the number of students in this area will match the total capacity of all schools within it by 2015.

The solution? Switch programs and staff at First Avenue and Mutchmor public schools, and build an 11-classroom addition at Mutchmor to accommodate the influx of students, at an estimated cost of up to \$5 million.

The working group also recommends adding middle French Immersion at the First Avenue site to help balance enrolments between the two schools and redirecting more Grade 7 and 8 students to Glashan Public School, instead of Hopewell Avenue Public School.

OCDSB staff appear to support “The Switch” because it will balance enrolments, uphold the notion of community schools and add necessary capacity for students, and are in favour of changing some attendance boundaries to boost numbers at Glashan.

Where staff differ with the volunteer working group’s recommendation is the addition of middle French Immersion at First Avenue, which, they argue, isn’t necessary and could negatively affect other such programs.

Parents who favour “The Switch” say it’s the best available solution, will address overcrowding for years to come, and allows children to stay with the same cohort and change schools as a group.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 30 Nov 2011 | Ottawa Citizen | [mpearson@ottawacitizen.com](mailto:mpearson@ottawacitizen.com) [Twitter. com/ mpearson78](https://twitter.com/mpearson78)

# Glebe: Schools support switch

But the parents also speak in favour of bringing middle French Immersion to First Avenue, which they say will save children in Grade 4 from the often nerve-racking transition to Hopewell — the current option for the program.

Parents say the addition of a later French Immersion entry point in the Glebe could actually strengthen English programs and chip away at the common, if unspoken, misconception that English programs are, in the words of one parent, “socially and educationally inferior.”

The First Avenue and Mutchmor school councils support “The Switch,” while Hopewell’s school council opposes it in favour of building a smaller, cheaper addition at Mutchmor and starting an early French Immersion program at the school for students living west of Bank Street and south of Second Avenue.

A sizable delegation of parents from First Avenue are also speaking out against “The Switch.” They say the working group’s ultimate recommendation wasn’t properly scrutinized and does not represent a community consensus.

The delegation, co-signed by 37 people, says “The Switch” is more costly and will disrupt every public elementary student in the Glebe, as opposed to disrupting a minority of students by introducing a French Immersion program at Mutchmor and moving over some of the students currently attending First Avenue’s French Immersion program.

Trustees are expected to make a final decision in December.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.